

Les gouvernements à la rescousse de la finance européenne

BRUXELLES (AFP) - Nationalisations de banques au Benelux et en Grande-Bretagne, aide d'urgence du gouvernement en Allemagne: les Etats font leur grand retour dans le monde de la finance en Europe et le mouvement va se poursuivre avec un renforcement programmé de la régulation du secteur.



Le Premier ministre belge Yves Leterme le 23 septembre 2008 à Bruxelles (© AFP/Archives - Jorge Dirkx)

"Au Royaume-Uni, en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Allemagne, qu'ont fait les Etats ? Ils sont intervenus pour assurer la sécurité et la stabilité du système financier dans leurs pays et donc en Europe. J'appuie sans réserve ces initiatives", a clamé lundi le chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy, qui préside actuellement l'Union européenne.

"Nous ne devons pas céder devant la déstabilisation, il faut soutenir les banques", a-t-il ajouté devant la presse à l'occasion d'un sommet UE-Inde à Marseille.

Dimanche soir, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont annoncé l'injection de 11,2 milliards d'euros dans la banque Fortis, en grande difficulté, en échange de parts du capital.

Au Royaume-Uni, c'est la banque en difficulté Bradford & Bingley que le gouvernement britannique a nationalisée lundi, comme il l'avait fait auparavant pour Northern Rock.

Et en Allemagne, la banque privée allemande Hypo Real Estate a échappé de justesse à la faillite lundi grâce à une ligne de crédit de 35 milliards d'euros garantie essentiellement par l'Etat.

Comme aux Etats-Unis, où les pouvoirs publics interviennent massivement pour aider Wall Street, les difficultés croissantes du secteur bancaire en Europe ont remis sur le devant de la scène le rôle de l'Etat, après plusieurs décennies de libéralisme triomphant ayant démarré avec Ronald Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne.

L'ère où la confiance dans l'auto-régulation vertueuse des marchés dominait semble révolue.

"Le système bancaire est important dans le fonctionnement d'une économie de marché. On doit le contrôler, on doit le réguler. Et lorsqu'il y a des dérapages importants (...), il faut à un certain moment changer de cap et reprendre un certain nombre d'institutions. C'est ce que nous faisons ici", a dit lundi le ministre belge des Finances Didier Reynders.

Pour l'économiste Sylvain Broyer, de Natixis, "c'est une bonne chose de voir la main de l'Etat" qui, "comme dans les crises précédentes", intervient pour "essayer de contenir les risques sur l'économie" et "réguler ce qui peut poser problème".

"Cette crise pourrait être le catalyseur d'une coopération plus importante au sein de l'Europe", ajoute-t-il.

Plusieurs pistes sont actuellement à l'étude dans l'UE pour renforcer le contrôle du secteur financier: encadrement de l'activité des agences de notation, censées vérifier la solvabilité des emprunteurs mais accusées de ne pas avoir fait leur travail, meilleure coordination pan-européenne dans la surveillance des banques, ou modification de certaines contraintes sur la solidité des établissements financiers (fonds propres).

Sur ce dernier point notamment, des propositions de la Commission sont attendues mercredi dans le cadre de la révision de la directive bancaire européenne "fonds propres réglementaires" (Capital Requirements Directive, ou CRD).

Il est "essentiel" d'avoir "une réponse européenne structurelle. C'est la seule façon d'être sûr que la stabilité, la confiance pourront reprendre", a souligné lundi le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

MM. Barroso et Sarkozy ont indiqué qu'ils préparaient des propositions sur ce sujet pour le prochain sommet des chefs d'Etat européens, qui se tiendra le 15 octobre.

Les syndicats européens, réunis au sein de leur Confédération (CES), ont de leur côté appelé à un "tournant" avec la crise financière internationale et demandé "un changement complet dans la façon dont le monde financier fonctionne".